

**Art. 26.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 50/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 50/1. Voor conferenties of congressen moet de aanvrager ook het registratieverzoek bijvoegen dat naar de organisator van het evenement is gestuurd."

**Art. 27.** In artikel 51 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "en digitale promotiediensten" worden ingevoegd tussen de woorden "Voor de communicatiedragers" en de woorden, "voegt de aanvrager bij zijn aanvraag";

b) de woorden "voegt de aanvrager bij zijn aanvraag" worden aangevuld met de woorden "voor zover zij voor hem beschikbaar zijn op het ogenblik dat de aanvraag wordt ingediend";

c) het artikel wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

"4° voor digitale promotiediensten: offertes van externe dienstverleners."

**Art. 28.** In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk V van hetzelfde besluit, worden de woorden "beslissing van de Minister" vervangen door het woord "toekenningsbeslissing".

**Art. 29.** Artikel 55 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De Minister kan de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid overdragen."

**Art. 30.** In artikel 57, lid 4, worden de woorden "waaraan de lijst van deelnemers aan elke subsidiabele actie is gehecht en" ingevoegd tussen de woorden "het gesubsidieerde initiatief op internationaal vlak indient" en de woorden "waarbij het zich de mogelijkheid voorbehoudt om in tweede instantie tot een controle van de toekenningsvoorwaarden over te gaan".

**Art. 31.** In artikel 58, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "bij beslissing van de Minister" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 55".

**Art. 32.** In artikel 61, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de subsidie" vervangen door de woorden "de beslissing tot toekenning van de subsidie".

**Art. 33.** Artikel 66, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met de woorden "ook wanneer het bedrag van de subsidie krachtens dit besluit forfaitair wordt vastgesteld".

**Art. 34.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.  
Namen, 23 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44744]

**5 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 19, alinéas, 1<sup>er</sup>, et l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 2023 ;

Vu le rapport du 13 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 17 février 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Considérant le Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Considérant le Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion ;

Considérant la Communication de la Commission « Lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale » pour la période 2022-2027, J.O.U.E., n° C 153/1, du 29 avril 2021 ;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 31 décembre 2021, la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement cofinancées par le Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) et de conférer une base légale aux demandes d'aides introduites depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 afin de garantir ainsi la sécurité juridique ;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Considérant que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif a pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des entreprises qui ont introduit une demande d'aide à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022, en conférant une base légale à leur demande ;

Considérant qu'en l'absence de base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 jusqu'à l'adoption du présent arrêté devraient être réintroduites avec un éventuel risque de non-éligibilité du projet faisant l'objet de la demande d'aide en cas de début des travaux ;

Considérant qu'en effet, le principe de l'effet incitatif, consacré par le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, s'apprécie à la date d'introduction de la demande d'aide ;

Considérant que, si ces demandes s'avèrent dépourvues de base légale, l'effet incitatif ne peut plus, le cas échéant, être justifié par les entreprises demanderesse si elles ont déjà débuté les travaux faisant l'objet de la demande d'aide dès lors qu'elles seront contraintes de réintroduire une demande d'aide à la suite de l'adoption ultérieure de l'arrêté leur conférant une base légale ;

Considérant que l'effet rétroactif ne porte dès lors nullement atteinte aux droits des intéressés mais au contraire bénéficie à ceux-ci et, en ce sens, se justifie ;

Considérant que le principe de l'effet incitatif ne s'oppose en rien à ce qu'une base légale soit appliquée de manière rétroactive aux demandes d'aides introduites à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022, pour autant qu'il puisse être établi qu'il était, en pratique, rencontré dans tous les dossiers de demande d'aide concernés ;

Considérant qu'en effet, sous réserve des conditions prévues par le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 parmi lesquelles l'exigence d'un effet incitatif concrétisé par l'obligation d'introduire la demande d'aide avant le début des travaux et du contrôle de l'administration, le droit européen n'a pas pour objet de réglementer les règles de droit national relatives à l'organisation de la procédure d'octroi d'aides ;

Considérant qu'enfin, une demande d'aide n'implique en aucun cas de droit acquis à l'aide ;

Considérant qu'au vu de ce qui précède, il importe dès lors que la réglementation wallonne puisse rétroagir au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

Considérant qu'en effet une suspension du régime d'aides à l'investissement cofinancées par le F.E.D.E.R. serait préjudiciable à la réalisation de la politique économique de la Région wallonne et que, dès lors, toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre ;

Considérant l'approbation par la Commission européenne, le 19 décembre 2022, du programme opérationnel F.E.D.E.R. Wallonie 2021-2027 ;

Considérant l'approbation par le Gouvernement wallon, le 9 février 2023, du Programme opérationnel F.E.D.E.R. Wallonie 2021-2027 et de son complément de programmation ;

Considérant la décision de la Commission européenne du 18 juillet 2022 approuvant la carte des aides à finalité régionale pour la Belgique pour la période 2022-2027 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022 déterminant les zones de développement et les plafonds d'aides à finalité régionale pour la période 2022-2027 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 14° est remplacé par ce qui suit :

« 14° l'« Administration » : le Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche ; » ;

b) le 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° le « fonctionnaire délégué » : le directeur général, un inspecteur général, un directeur, un premier attaché ou un attaché de l'administration, délégué sur la base de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs du Services public de Wallonie, sans préjudice des articles 4 et 5 dudit arrêté ; » ;

c) le 16° est remplacé par ce qui suit :

« 16° les « zones de développement » : les zones de développement définies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022 déterminant les zones de développement et les plafonds d'aides à finalité régionale pour la période 2022-2027 ; » ;

d) le 24° est remplacé par ce qui suit :

« 24° le « complément de programmation F.E.D.E.R. Wallonie 2021-2027 » : la mise en œuvre de la mesure 4. "Aide à l'Investissement" du complément de programmation du Fonds européen de développement régional, conformément à l'article 5 du Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion ; » ;

e) il est complété par un 29° rédigé comme suit :

« 29° l'« arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022 » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022 déterminant les zones de développement et les plafonds d'aides à finalité régionale pour la période 2022-2027. ».

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup>bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2, est abrogé ;

2° dans l'alinéa 3, les mots « du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, § 3, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020 » sont remplacés par les mots « du 1<sup>er</sup> décembre 2022 ».

**Art. 3.** L'article 2*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2*bis*. § 1<sup>er</sup>. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'investissement financée à soixante pour cent à charge du budget de la Région wallonne et à quarante pour cent à charge du F.E.D.E.R., dans le cadre du complément de programmation F.E.D.E.R. Wallonie 2021-2027 à la moyenne entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 :

- 1° a un siège d'exploitation qui se situe dans une des zones de développement ;
- 2° crée au moins six emplois ;
- 3° relève du secteur de l'industrie manufacturière ;
- 4° réalise un programme d'investissement qui :
  - a) s'inscrit dans un des domaines d'intervention stratégique de la spécialisation intelligente, S3, ou ;
  - b) vise principalement la mise sur le marché d'un produit innovant, ou ;
  - c) vise principalement la transformation numérique de la production ou ;
  - d) vise principalement la circularité des produits ou des services, à différentes étapes de leurs vies, ou ;
  - e) vise principalement la réduction de l'empreinte carbone via une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou la réduction de l'impact environnemental de la production via l'utilisation des meilleures techniques environnementales disponibles.

§ 2. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'investissement financée à soixante pour cent à charge du budget de la Région wallonne et à quarante pour cent à charge du F.E.D.E.R., dans le cadre du complément de programmation F.E.D.E.R. Wallonie 2021-2027 à la petite entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 :

- 1° a un siège d'exploitation qui se situe dans une des zones de développement ;
- 2° crée au moins quatre emplois ;
- 3° relève du secteur de l'industrie manufacturière ;
- 4° réalise un programme d'investissement qui :
  - a) s'inscrit dans un des domaines d'intervention stratégique de la spécialisation intelligente, S3, ou ;
  - b) vise principalement la mise sur le marché d'un produit innovant, ou ;
  - c) vise principalement la transformation numérique de la production ou ;
  - d) vise principalement la circularité des produits ou des services, à différentes étapes de leurs vies, ou ;
  - e) vise principalement la réduction de l'empreinte carbone via une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou la réduction de l'impact environnemental de la production via l'utilisation des meilleures techniques environnementales disponibles.

§ 3. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'investissement financée à soixante pour cent à charge du budget de la Région wallonne et à quarante pour cent à charge du F.E.D.E.R., dans le cadre du complément de programmation F.E.D.E.R. Wallonie 2021-2027 à la moyenne entreprise ou à la petite entreprise visée aux paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2, 1° à 3°, si le programme d'investissements remplit, d'une part, au moins un des critères repris aux points 1° ou 2° et, d'autre part, un des critères repris aux points 3° à 7° suivants :

- 1° qui vise principalement la circularité des produits ou des services, à différentes étapes de leurs vies, ou ;
- 2° qui vise principalement la réduction de l'empreinte carbone via une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou la réduction de l'impact environnemental de la production via l'utilisation des meilleures techniques environnementales disponibles et ;
- 3° qui s'inscrit dans un des domaines d'intervention stratégique de la spécialisation intelligente, S3 ou ;
- 4° qui vise principalement la mise sur le marché d'un produit innovant, ou ;
- 5° qui vise principalement la transformation numérique de la production ou ;
- 6° qui génère une création d'emplois de cinquante pour cent supérieure aux minimas visés aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 2°, et 2, 2°, ou ;
- 7° qui entraîne la création d'une nouvelle entreprise en Région wallonne.

§ 4. Le secteur de l'industrie manufacturière visé aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, 3°, s'entend comme la transformation physique ou chimique de matériaux, substances ou composants en nouveaux produits finis ou semi-finis.

§ 5. Le Ministre peut préciser les conditions et les critères qui figurent aux paragraphes 1<sup>ers</sup> à 4 pour assurer la cohérence avec les politiques régionales menées par le Gouvernement wallon.

**Art. 4.** Dans l'article 3 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° le « siège d'exploitation » : l'unité d'établissement telle que visée à l'article I.2, 16°, du Livre I<sup>er</sup>, du Code de droit économique ; ».

**Art. 5.** Dans l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, est inséré le 1°/1, rédigé comme suit :

« 1°/1 03. du Code NACE-BEL ; ».

**Art. 6.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 2015, les mots « Wallonie – 2020.EU » sont remplacés par les mots « complément de programmation F.E.D.E.R. Wallonie 2021-2027 ».

**Art. 7.** L'article 10bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 2015 et 29 octobre 2015, est remplacé par ce qui suit

« Art. 10bis. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 8 et 9, le montant de la prime à l'investissement visée à l'article 2bis, §§ 1<sup>er</sup> et 3, octroyée à la moyenne entreprise visée à l'article 2bis, §§ 1<sup>er</sup> ou 3, et relative au complément de programmation F.E.D.E.R. Wallonie 2021-2027, est déterminé, conformément aux plafonds d'intervention en zones de développement visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022, selon les taux suivants :

1° quinze pour cent du programme d'investissement admis si la moyenne entreprise remplit les critères visés à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup> ;

2° si la moyenne entreprise remplit les critères visés à l'article 2bis, § 3, les taux sont les suivants :

a) trente pour cent si la moyenne entreprise est localisée dans une zone de développement visée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

b) vingt-cinq pour cent si la moyenne entreprise est localisée dans une zone de développement visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, et § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

c) vingt pour cent si la moyenne entreprise est localisée dans une zone de développement visée à l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

§ 2. Par dérogation aux articles 8 et 9, le montant de la prime à l'investissement visée à l'article 2bis §§ 2 et 3, octroyée à la petite entreprise visée à l'article 2bis, §§ 2 ou 3, et relative au complément de programmation F.E.D.E.R. Wallonie 2021-2027, est déterminé, conformément aux plafonds d'intervention en zones de développement visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022, selon les taux suivants :

1° vingt pour cent du programme d'investissement admis si la petite entreprise remplit les critères visés à l'article 2bis, § 2 ;

2° si la petite entreprise remplit les critères visés à l'article 2bis, § 3, les taux sont les suivants :

a) trente-cinq pour cent si la petite entreprise est localisée dans une zone de développement visée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

b) trente pour cent si la petite entreprise est localisée dans une zone de développement visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, et § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

c) vingt-cinq pour cent si la petite entreprise est localisée dans une zone de développement visée à l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

§ 3. Le montant de la prime à l'investissement visée aux paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2 est limité dans tous les cas à 100.000 euros par emploi créé. ».

**Art. 8.** Dans l'article 17bis, § 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé.

**Art. 9.** L'article 17ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallons du 17 janvier 2008 et modifié par les arrêtés du 23 juillet 2015 et 29 octobre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17ter. § 1<sup>er</sup>. Pour la moyenne entreprise qui s'est vu octroyer une prime à l'investissement visée à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, et dont l'effectif d'emploi minimum visé à l'article 2bis, § 1<sup>er</sup>, 2°, n'est pas atteint, une pénalité lui est appliquée comme suit :

1° si la création d'emploi se situe entre quatre et demi et moins de six emplois, la prime à l'investissement est réduite de cinquante pour cent ;

2° si la création d'emploi est inférieure à quatre et demi-emplois, la prime à l'investissement est revue et sujette à adaptation ou à restitution.

§ 2. Pour la petite entreprise qui s'est vu octroyer une prime à l'investissement visée à l'article 2bis, § 2, et dont l'effectif d'emploi minimum visé à l'article 2bis, § 2, 2°, n'est pas atteint, une pénalité lui est appliquée comme suit :

1° si la création d'emploi se situe entre trois et moins de quatre emplois, la prime à l'investissement est réduite de cinquante pour cent ;

2° si la création d'emploi est inférieure à trois emplois, la prime à l'investissement est revue et sujette à adaptation ou à restitution.

§ 3. Pour la moyenne entreprise ou la petite entreprise qui s'est vu octroyer une prime à l'investissement visée à l'article 2bis, § 3, sur le fondement du critère visé à l'article 2bis, § 3, 6°, une pénalité lui est appliquée en cas de non-maintien de l'emploi supplémentaire à créer. Dans ce cas, la prime à l'investissement est revue sur base de l'article 10bis, § 1<sup>er</sup>, 1°, ou § 2, 1°, et sujette à adaptation ou à restitution.

§ 4. En tout état de cause, les pénalités visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 3 tiennent compte de la limite de 100.000 euros par emploi créé.

§ 5. Si un des objectifs du programme d'investissement initialement présenté visé à l'article 2bis, §§ 1<sup>er</sup> ou 2, 4°, ou au § 3, 1° à 5°, s'écarte de la finalité initiale ou n'est pas atteint, la prime à l'investissement peut faire l'objet d'une révision par le Ministre, et être sujette à adaptation ou à restitution. ».

**Art. 10.** Le présent arrêté s'applique à la demande de prime à l'investissement visée à l'article 11, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, introduite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Art. 12.** Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 avril 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/44744]

**5. APRIL 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 6 Absatz 1, Artikel 19 Absatz 1 und Artikel 23 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

Aufgrund der am 9. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 16. Februar 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 13. Februar 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 17. Februar 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 84 Paragraph 4 Absatz 2;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

In der Erwägung der Verordnung (EU) 2021/1060 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 mit gemeinsamen Bestimmungen für den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds Plus, den Kohäsionsfonds, den Fonds für einen gerechten Übergang und den Europäischen Meeres-, Fischerei- und Aquakulturfonds sowie mit Haushaltsvorschriften für diese Fonds und für den Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds, den Fonds für die innere Sicherheit und das Instrument für finanzielle Hilfe im Bereich Grenzverwaltung und Visumpolitik;

In der Erwägung der Verordnung (EU) 2021/1058 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und den Kohäsionsfonds;

In der Erwägung der Mitteilung der Kommission "EU-Leitlinien für Regionalbeihilfen" für den Zeitraum 2022-2027, ABl. Nr. C 153/1, 29. April 2021;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, nach dem 31. Dezember 2021 die Kontinuität im Bereich der Gewährung der durch den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE) mitfinanzierten Investitionsbeihilfen zu sichern und den seit dem 1. Januar 2022 eingereichten Beihilfeanträgen eine Rechtsgrundlage zu verleihen, um so die Rechtssicherheit zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Rückwirkung von Verwaltungsakten zulässig ist, sofern sie für die Kontinuität des öffentlichen Dienstes und die Regularisierung einer Sach- oder Rechtslage erforderlich ist, unter der Voraussetzung, dass sie die Anforderungen der Rechtssicherheit und die individuellen Rechte beachtet;

In der Erwägung, dass die Annahme eines rückwirkenden Erlasses im vorliegenden Fall zur Folge hat, dass die Rechtssicherheit zugunsten der Unternehmen, die ab dem 1. Januar 2022 einen Beihilfeantrag eingereicht haben, gestärkt wird, indem ihrem Antrag eine Rechtsgrundlage verliehen wird;

In der Erwägung, dass in Ermangelung einer Rechtsgrundlage davon auszugehen wäre, dass alle Anträge, die ab dem 1. Januar 2022 bis zur Verabschiedung des vorliegenden Erlasses eingereicht wurden, erneut eingereicht werden müssten, mit dem möglichen Risiko, dass das Projekt, für das die Beihilfe beantragt wurde, nicht beihilfefähig ist, wenn mit den Arbeiten begonnen wurde;

In der Erwägung, dass der durch die Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 verankerte Grundsatz des Anreizeffektes am Datum, an dem der Beihilfeantrag eingereicht wird, zu beurteilen ist;

In der Erwägung, dass, wenn sich herausstellt, dass für diese Anträge keine Rechtsgrundlage besteht, der Anreizeffekt somit durch die antragstellenden Betriebe ggf. nicht mehr gerechtfertigt werden kann, wenn sie mit den Arbeiten, die Gegenstand des Beihilfeantrags sind, bereits begonnen haben, da sie gezwungen sind, infolge der späteren Verabschiedung des Erlasses, der ihnen eine Rechtsgrundlage verleiht, erneut einen Beihilfeantrag einzureichen;

In der Erwägung, dass die Rückwirkung daher in keiner Weise die Rechte der Betroffenen beeinträchtigt, sondern im Gegenteil diesen zugutekommt und in diesem Sinne gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass der Grundsatz des Anreizeffektes in keiner Weise der rückwirkenden Anwendung einer Rechtsgrundlage auf ab dem 1. Januar 2022 eingereichte Beihilfeanträge entgegensteht, vorausgesetzt es kann festgestellt werden, dass er in der Praxis in allen betroffenen Beihilfeantragsakten erfüllt war;

In der Erwägung, dass es vorbehaltlich der Bedingungen der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014, zu denen die Voraussetzung eines Anreizeffektes gehört, der sich in der Verpflichtung konkretisiert, den Beihilfeantrag vor Beginn der Arbeiten einzureichen, und der Kontrolle durch die Verwaltung, nicht Ziel des europäischen Rechts ist, die nationalen Vorschriften über die Organisation des Verfahrens zur Gewährung von Beihilfen zu regeln;

In der Erwägung, dass ein Beihilfeantrag schließlich keinesfalls ein wohlverworbene Recht auf Beihilfe impliziert;

In der Erwägung, dass es auf der Grundlage der vorstehenden Gründe folglich wichtig ist, dass die wallonische Regelung rückwirkend zum 1. Januar 2022 gelten kann;

In der Erwägung, dass eine Aussetzung der Regelung der durch den EFRE mitfinanzierten Investitionsbeihilfen sich nachteilig auf die Realisierung der Wirtschaftspolitik der Wallonischen Region auswirken würde, und dass folglich alle Maßnahmen, die darauf abzielen, diese Aussetzung zu verhindern, getroffen werden müssen;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission am 19. Dezember 2022 das operationelle Programm EFRE Wallonie 2021-2027 genehmigt hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 9. Februar 2023 das operationelle Programm EFRE Wallonie 2021-2027 sowie die Ergänzung zur Programmplanung genehmigt hat;

In der Erwägung der Entscheidung der Europäischen Kommission vom 18. Juli 2022 zur Genehmigung der Fördergebietskarte für Belgien für den Zeitraum 2022-2027;

In der Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete und der Höchstgrenzen für Regionalbeihilfen für den Zeitraum 2022-2027;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;  
Nach Beratung,  
Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 14 wird durch Folgendes ersetzt:

"14° die "Verwaltung": der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;"

b) Ziffer 15 wird durch Folgendes ersetzt:

"15° der "beauftragte Beamte": der Generaldirektor, ein Generalinspektor, ein Direktor, ein erster Attaché oder ein Attaché der Verwaltung, der auf der Grundlage von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und unbeschadet der Artikel 4 und 5 dieses Erlasses beauftragt wurde;"

c) Ziffer 16 wird durch Folgendes ersetzt:

"16° die "Entwicklungsgebiete": die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete und der Höchstgrenzen für Regionalbeihilfen für den Zeitraum 2022-2027 definierten Entwicklungsgebiete;"

d) Ziffer 24 wird durch Folgendes ersetzt:

"24° die "Ergänzung zur Programmplanung EFRE Wallonie 2021-2027": die Umsetzung der Maßnahme 4. "Investitionsbeihilfe" der Ergänzung zur Programmplanung des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung gemäß Artikel 5 der Verordnung (EU) 2021/1058 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und den Kohäsionsfonds;"

e) der Artikel wird um eine Ziffer 29 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"29° der "Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 zur Festlegung der Entwicklungszonen und der Höchstbeträge für Beihilfen mit regionaler Zielsetzung für den Zeitraum 2022-2027."

**Art. 2.** In Artikel 1*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird gestrichen;

2° in Absatz 3 wird die Wortfolge "vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, § 3, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020" durch die Wortfolge "vom 1. Dezember 2022" ersetzt.

**Art. 3.** Artikel 2*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 2*bis* - § 1. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine zu sechzig Prozent durch den Haushalt der Wallonischen Region und zu vierzig Prozent durch den EFRE finanzierte Investitionsprämie gewähren, und zwar im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung EFRE Wallonie 2021-2027 zugunsten eines Mittelbetriebs, der neben den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen:

1° einen Betriebssitz hat, der sich in einem der Fördergebiete befindet;

2° mindestens sechs Arbeitsplätze schafft;

3° zum verarbeitenden Industriezweig gehört;

4° ein Investitionsprogramm durchführt, das:

a) in einen der Bereiche der strategischen Intervention der intelligenten Spezialisierung, S3, fällt, oder;

b) hauptsächlich auf die Markteinführung eines innovativen Produkts abzielt, oder;

c) hauptsächlich auf die digitale Umwandlung der Produktion abzielt, oder;

d) hauptsächlich auf die Kreislaufwirtschaft von Produkten oder Dienstleistungen in verschiedenen Phasen ihres Lebens abzielt, oder;

e) hauptsächlich auf die Verringerung des CO<sub>2</sub>-Fußabdrucks durch eine rationellere Energienutzung oder die Verringerung der Umweltauswirkungen der Produktion durch den Einsatz der besten verfügbaren Umwelttechniken abzielt.

§ 2. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine zu sechzig Prozent durch den Haushalt der Wallonischen Region und zu vierzig Prozent durch den EFRE finanzierte Investitionsprämie gewähren, und zwar im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung EFRE Wallonie 2021-2027 zugunsten eines Kleinbetriebs, der neben den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen:

1° einen Betriebssitz hat, der sich in einem der Fördergebiete befindet;

2° mindestens vier Arbeitsplätze schafft;

3° zum verarbeitenden Industriezweig gehört;

4° ein Investitionsprogramm durchführt, das:

a) in einen der Bereiche der strategischen Intervention der intelligenten Spezialisierung, S3, fällt, oder;

b) hauptsächlich auf die Markteinführung eines innovativen Produkts abzielt, oder;

c) hauptsächlich auf die digitale Umwandlung der Produktion abzielt, oder;

d) hauptsächlich auf die Kreislaufwirtschaft von Produkten oder Dienstleistungen in verschiedenen Phasen ihres Lebens abzielt, oder;

e) hauptsächlich auf die Verringerung des CO<sub>2</sub>-Fußabdrucks durch eine rationellere Energienutzung oder die Verringerung der Umweltauswirkungen der Produktion durch den Einsatz der besten verfügbaren Umwelttechniken abzielt.

§ 3. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine zu sechzig Prozent durch den Haushalt der Wallonischen Region und zu vierzig Prozent durch den EFRE finanzierte Investitionsprämie gewähren, und zwar im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung EFRE Wallonie 2021-2027 zugunsten eines in den Paragraphen 1 oder 2 Ziffer 1 bis 3 genannten Mittelbetriebs oder eines Kleinbetriebs, wenn das Investitionsprogramm einerseits mindestens eines der in den nachstehenden Ziffern 1 oder 2 genannten Kriterien und andererseits eines der in den nachstehenden Ziffern 3 bis 7 genannten Kriterien erfüllt:

1° hauptsächlich auf die Kreislaufwirtschaft von Produkten oder Dienstleistungen in verschiedenen Phasen ihres Lebens abzielen, oder;

2° hauptsächlich auf die Verringerung des CO<sub>2</sub>-Fußabdrucks durch eine rationellere Energienutzung oder die Verringerung der Umweltauswirkungen der Produktion durch den Einsatz der besten verfügbaren Umwelttechniken abzielen, und;

3° in einen der Bereiche der strategischen Intervention der intelligenten Spezialisierung, S3, fallen, oder;

4° hauptsächlich auf die Markteinführung eines innovativen Produkts abzielen, oder;

5° hauptsächlich auf die digitale Umwandlung der Produktion abzielen, oder;

6° eine Schaffung von Arbeitsplätzen bewirken, die um fünfzig Prozent über den in Paragraph 1 Ziffer 2 und Paragraph 2 Ziffer 2 genannten Mindestanforderungen liegt, oder;

7° zur Gründung eines neuen Unternehmens in der Wallonischen Region führen.

§ 4. Der in Paragraph 1 und 2 Ziffer 3 genannte verarbeitende Industriezweig ist zu verstehen als die physikalische oder chemische Umwandlung von Materialien, Stoffen oder Komponenten in neue End- oder Halbfertigprodukte.

§ 5. Der Minister kann die in den Paragraphen 1 bis 4 aufgeführten Bedingungen und Kriterien näher erläutern, um die Kohärenz mit den von der Wallonischen Regierung durchgeführten Regionalpolitiken zu gewährleisten.

**Art. 4.** In Artikel 3 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015, wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

"1° der "Betriebssitz": die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 von Buch I des Wirtschaftsgesetzbuches;"

**Art. 5.** In Artikel 4 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015, wird Ziffer 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1° /1 03 des NACE-BEL-Verzeichnisses;"

**Art. 6.** In Artikel 6 Paragraph 1 Absatz 6 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 2015, wird die Wortfolge "Wallonie - 2020.EU" durch die Wortfolge "Ergänzung zur Programmplanung EFRE Wallonie 2021-2027" ersetzt.

**Art. 7.** Artikel 10*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 2015 und vom 29. Oktober 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 10*bis* - § 1. In Abweichung von den Artikeln 8 und 9 wird der Betrag der in Artikel 2*bis* Paragraph 1 und 3 genannten Investitionsprämie, die dem in Artikel 2*bis* Paragraph 1 oder 3 genannten Mittelbetrieb gewährt wird und die die Ergänzung zur Programmplanung EFRE Wallonie 2021-2027 betrifft, gemäß den in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 genannten Beihilfeobergrenzen in den Entwicklungsgebieten nach folgenden Sätzen festgelegt:

1° fünfzehn Prozent des zulässigen Investitionsprogramms, wenn der Mittelbetrieb die in Artikel 2*bis* Paragraph 1 genannten Kriterien erfüllt;

2° wenn der Mittelbetrieb die in Artikel 2*bis* Paragraph 3 genannten Kriterien erfüllt, sind die Prozentsätze die folgenden:

a) dreißig Prozent, wenn der Mittelbetrieb in einem Entwicklungsgebiet liegt, das in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 genannt wird;

b) fünfundzwanzig Prozent, wenn der Mittelbetrieb in einem Entwicklungsgebiet liegt, das in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 1 bis 3 und in Paragraph 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 genannt wird;

c) zwanzig Prozent, wenn der Mittelbetrieb in einem Entwicklungsgebiet liegt, das in Artikel 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 genannt wird.

§ 2. In Abweichung von den Artikeln 8 und 9 wird der Betrag der in Artikel 2*bis* Paragraph 2 und 3 genannten Investitionsprämie, die dem in Artikel 2*bis* Paragraph 2 oder 3 genannten Kleinbetrieb gewährt wird und die die Ergänzung zur Programmplanung EFRE Wallonie 2021-2027 betrifft, gemäß den in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 genannten Beihilfeobergrenzen in den Entwicklungsgebieten nach folgenden Sätzen festgelegt:

1° zwanzig Prozent des zulässigen Investitionsprogramms, wenn der Kleinbetrieb die in Artikel 2*bis* Paragraph 2 genannten Kriterien erfüllt;

2° wenn der Kleinbetrieb die in Artikel 2*bis* Paragraph 3 genannten Kriterien erfüllt, sind die Prozentsätze die folgenden:

a) dreißig Prozent, wenn der Kleinbetrieb in einem Entwicklungsgebiet liegt, das in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 genannt wird;

b) dreißig Prozent, wenn der Kleinbetrieb in einem Entwicklungsgebiet liegt, das in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 1 bis 3 und in Paragraph 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 genannt wird;

c) fünfundzwanzig Prozent, wenn der Kleinbetrieb in einem Entwicklungsgebiet liegt, das in Artikel 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 genannt wird.

§ 3. Die Höhe der in Paragraph 1 oder 2 genannten Investitionsprämie ist in jedem Fall auf 100.000 Euro pro geschaffenen Arbeitsplatz begrenzt."

**Art. 8.** In Artikel 17bis Paragraf 3 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008, wird Absatz 1 gestrichen.

**Art. 9.** Artikel 17ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch die Erlasse vom 23. Juli 2015 und vom 29. Oktober 2015, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 17ter - § 1. Der Mittelbetrieb, dem eine Investitionsprämie gemäß Artikel 2bis Paragraf 1 gewährt wurde und dessen Mindestbeschäftigtenzahl gemäß Artikel 2bis Paragraf 1 Ziffer 2 nicht erreicht wird, wird wie folgt mit einer Strafe belegt:

1° wenn die Schaffung von Arbeitsplätzen zwischen viereinhalb und weniger als sechs Arbeitsplätzen liegt, wird die Investitionsprämie um fünfzig Prozent gekürzt;

2° wenn die Schaffung von Arbeitsplätzen bei weniger als viereinhalb Arbeitsplätzen liegt, wird die Investitionsprämie überprüft und unterliegt einer Anpassung oder Rückerstattung.

§ 2. Das Kleinunternehmen, dem eine Investitionsprämie gemäß Artikel 2bis Paragraf 2 gewährt wurde und dessen Mindestbeschäftigtenzahl gemäß Artikel 2bis Paragraf 2 Ziffer 2 nicht erreicht wird, wird wie folgt mit einer Strafe belegt:

1° wenn die Schaffung von Arbeitsplätzen zwischen drei und weniger als vier Arbeitsplätzen liegt, wird die Investitionsprämie um fünfzig Prozent gekürzt;

2° wenn die Schaffung von Arbeitsplätzen bei weniger als drei Arbeitsplätzen liegt, wird die Investitionsprämie überprüft und unterliegt einer Anpassung oder Rückerstattung.

§ 3. Ein Mittel- oder Kleinbetrieb, dem eine Investitionsprämie gemäß Artikel 2bis Paragraf 3 auf der Grundlage des in Artikel 2bis Paragraf 3 Ziffer 6 genannten Kriteriums gewährt wurde, wird bei Nichterhaltung des zusätzlich zu schaffenden Arbeitsplatzes mit einer Strafe belegt. In diesem Fall wird die Investitionsprämie auf der Grundlage von Artikel 10bis Paragraf 1 Ziffer 1 oder Paragraf 2 Ziffer 1 überprüft und unterliegt einer Anpassung oder Rückerstattung.

§ 4. In jedem Fall berücksichtigen die in Paragraf 1 bis 3 genannten Strafen die Grenze von 100.000 Euro pro geschaffenen Arbeitsplatz.

§ 5. Wenn eines der Ziele des ursprünglich eingereichten Investitionsprogramms gemäß Artikel 2bis Paragraf 1 oder 2 Ziffer 4, oder Paragraf 3 Ziffer 1 bis 5 von der ursprünglichen Zielsetzung abweicht oder nicht erreicht wird, kann die Investitionsprämie vom Minister überprüft werden und einer Anpassung oder Rückerstattung unterliegen.”.

**Art. 10.** Der vorliegende Erlass gilt für Anträge auf Investitionsprämie gemäß Artikel 11 Absätze 1 und 2, die ab dem 1. Januar 2022 eingereicht werden.

**Art. 11.** Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2022 wirksam.

**Art. 12.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. April 2023.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44744]

**5 APRIL 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikel 6, eerste lid, en artikel 23, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 februari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 februari 2023;

Gelet op het verslag van 13 februari 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 17 februari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;



Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op Verordening (EU) 2021/1060 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds Plus, het Cohesiefonds, het Fonds voor een rechtvaardige transitie en het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en de financiële regels voor die fondsen en voor het Fonds voor asiel, migratie en integratie, het Fonds voor interne veiligheid en het Instrument voor financiële steun voor grensbeheer en visumbeleid;

Gelet op Verordening (EU) 2021/1058 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling en het Cohesiefonds;

Gelet op de mededeling van de Commissie "Richtsnoren betreffende de staatssteun met een gewestelijk doel" voor de periode 2022-2027, Publicatieblad, nr. C 153/1, 29 april 2021;0)

Overwegende dat het fundamenteel is om, na 31 december 2021, te zorgen voor continuïteit in de toekenning van de investeringstegemoetkomingen die door het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling (E.F.R.O.) worden medegefinancierd en dat een wettelijke grondslag gegeven wordt voor steunaanvragen ingediend na 1 januari 2022 om zodoende rechtszekerheid te garanderen;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van de administratieve akten aanvaard wordt wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten;

Overwegende dat de aanneming van een besluit met terugwerkende kracht in casu tot gevolg heeft dat de rechtszekerheid ten gunste van ondernemingen die vanaf 1 januari 2022 een steunaanvraag hebben ingediend, wordt versterkt doordat een rechtsgrondslag voor hun aanvraag wordt geboden;

Overwegende dat, bij gebreke van een rechtsgrondslag, er redenen zouden zijn om aan te nemen dat alle steunaanvragen die vanaf 1 januari 2022 tot de aanneming van dit besluit zijn ingediend, opnieuw zouden moeten worden ingediend, met het mogelijke risico dat het project waarvoor de steunaanvraag is ingediend, niet meer voor steun in aanmerking zou komen indien de werkzaamheden van start zouden gaan;

Overwegende dat het aanmoedigende effect, bekrachtigd bij artikel 6 van voornoemde Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014, in aanmerking moet worden genomen op de datum van indiening van de steunaanvraag;

Overwegende dat, indien deze aanvragen geen rechtsgrondslag blijken te hebben, het aanmoedigende effect in voorkomend geval niet langer kan worden gerechtvaardigd door de aanvragende ondernemingen indien zij reeds zijn begonnen met de werkzaamheden waarvoor steun is aangevraagd, aangezien zij verplicht zullen zijn opnieuw een steunaanvraag in te dienen na de latere aanneming van het besluit dat hun een rechtsgrondslag geeft;

Overwegende dat de terugwerkende kracht derhalve geenszins afbreuk doet aan de rechten van de betrokkenen, maar hen juist ten goede komt en in die zin gerechtvaardigd is;

Overwegende dat het beginsel van het aanmoedigende effect zich er geenszins tegen verzet dat een rechtsgrondslag met terugwerkende kracht wordt toegepast op steunaanvragen die zijn ingediend vanaf 1 januari 2022, mits kan worden aangetoond dat die rechtsgrondslag in de praktijk in alle betrokken steunaanvraagdossiers is aangetroffen;

Overwegende dat, behoudens de voorwaarden van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014, waaronder het vereiste van een aanmoedigend effect dat besloten ligt in de verplichting om de steunaanvraag vóór de aanvang van de werkzaamheden in te dienen en de controle van de administratie, het Europees recht niet tot doel heeft de nationale rechtsregels betreffende de organisatie van de procedure voor de toekenning van steun te regelen;

Overwegende ten slotte dat een steunaanvraag in geen geval een verworven recht op steun inhoudt;

Overwegende dat, rekening houdende met wat voorafgaat, het van belang is dat de Waalse regelgeving terugwerkende kracht kan hebben op 1 januari 2022;

Overwegende dat een opschorting van de door het E.F.R.O. medegefinancierde investeringssteunregeling schadelijk zou zijn voor de uitvoering van het economisch beleid van het Waalse Gewest en dat bijgevolg alle maatregelen moeten worden genomen om een dergelijke opschorting te voorkomen;

Gelet op de goedkeuring door de Europese Commissie, op 19 december 2022, van het Operationeel programma E.F.R.O. "Wallonie-2021-2027";

Gelet op de goedkeuring door de Waalse Regering, op 9 februari 2023, van het Operationeel programma E.F.R.O. "Wallonie 2021-2027" en de aanvulling op de programmering ervan;

Gelet op de beslissing van de Europese Commissie van 18 juli 2022 waarbij de regionale steunkaart voor België voor de periode 2022-2027 wordt goedgekeurd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de ontwikkelingsgebieden en de regionale steunplafonds voor de periode 2022-2027;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 14° wordt vervangen als volgt:

“14° de “Administratie” : de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek;

b) punt 15° wordt vervangen als volgt:

“15° de “gemachtigd ambtenaar”: de directeur-generaal, een inspecteur-generaal, een directeur, een eerste attaché of een attaché van de Administratie, gemachtigd op basis van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst, onverminderd de artikelen 4 en 5 van voornoemd besluit;”;

c) punt 16° wordt vervangen als volgt:

“de “ontwikkelingsgebieden”: de ontwikkelingsgebieden zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de ontwikkelingsgebieden en de regionale steunplafonds voor de periode 2022-2027;”;

d) punt 24° wordt vervangen als volgt:

“24° de “aanvulling op de programmering E.F.R.O. “Wallonie-2021-2027”: de uitvoering van maatregel 4. “Investeringssteun” van de aanvulling op de programmering van het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, overeenkomstig artikel 5 van Verordening (EU) nr. Verordening (EU) 2021/1058 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling en het Cohesiefonds;”;

e) het artikel wordt aangevuld met een punt 29°, luidend als volgt:

“29° het “besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022”: het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de ontwikkelingsgebieden en de regionale steunplafonds voor de periode 2022-2027.”.

**Art. 2.** In artikel 1*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° in het derde lid, worden de woorden “van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, § 3, punt c), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020” vervangen door de woorden “van 1 december 2022”.

**Art. 3.** Artikel 2*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 2015, wordt vervangen als volgt:

“Art. 2*bis*. § 1. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een investeringspremie, tegen 60% gefinancierd ten laste van de Gewestbegroting en tegen 40% ten laste van het E.F.R.O., toekennen in het kader van de aanvulling op de programmering E.F.R.O. “Wallonie – 2021-2027” aan de middelgrote onderneming die naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2:”

1° een bedrijfszetel gelegen in één van de ontwikkelingsgebieden heeft;

2° minstens zes arbeidsplaatsen creëert;

3° deel uitmaakt van de sector van de verwerkende industrie;

4° een investeringsprogramma uitvoert dat;

a) valt binnen een van de strategische interventiegebieden van intelligente specialisatie, S3, of ;

b) voornamelijk gericht is op het op de markt brengen van een innovatief product, of ;

c) voornamelijk gericht is op de digitale transformatie van productie of ;

d) voornamelijk gericht is op het circulair gebruik van producten of diensten in verschillende stadia van hun leven, of ;

e) voornamelijk gericht is op het verkleinen van de koolstofvoetafdruk door rationeler energiegebruik of het verminderen van de milieueffecten van de productie door het gebruik van de beste beschikbare milieutechnieken.

§ 2. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een investeringspremie, tegen 60% gefinancierd ten laste van de Gewestbegroting en tegen 40% ten laste van het E.F.R.O., toekennen in het kader van de aanvulling op de programmering E.F.R.O. “Wallonie – 2021-2027” aan de kleine onderneming die naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2:

1° een bedrijfszetel gelegen in één van de ontwikkelingsgebieden heeft;

2° minstens vier arbeidsplaatsen creëert;

3° deel uitmaakt van de sector van de verwerkende industrie;

4° een investeringsprogramma uitvoert dat;

a) valt binnen een van de strategische interventiegebieden van intelligente specialisatie, S3, of ;

b) voornamelijk gericht is op het op de markt brengen van een innovatief product, of ;

- c) voornamelijk gericht is op de digitale transformatie van productie of ;
- d) voornamelijk gericht op het circulair gebruik van producten of diensten in verschillende stadia van hun leven, of ;
- e) voornamelijk gericht is op het verkleinen van de koolstofvoetafdruk door rationeler energiegebruik of het verminderen van de milieueffecten van de productie door het gebruik van de beste beschikbare milieutechnieken.

§ 3. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een investeringspremie, tegen 60% gefinancierd ten laste van de Gewestbegroting en tegen 40% ten laste van het E.F.R.O., toekennen in het kader van de aanvulling op de programmering E.F.R.O. "Wallonie – 2021-2027" aan de middelgrote onderneming of de kleine onderneming bedoeld in de §§ 1 of 2, 1° tot 3°, indien het investeringsprogramma enerzijds voldoet aan ten minste één van de criteria, vermeld in de punten 1° of 2°, en anderzijds aan één van de criteria, vermeld in de volgende punten 3° tot en met 7°:

1° het is voornamelijk gericht op het circulair gebruik van producten of diensten in verschillende stadia van hun leven, of ;

2° het is voornamelijk gericht op het verkleinen van de koolstofvoetafdruk door rationeler energiegebruik of het verminderen van de milieueffecten van de productie door het gebruik van de beste beschikbare milieutechnieken en;

3° het valt binnen een van de strategische interventiegebieden van intelligente specialisatie, S3, of ;

4° het is voornamelijk gericht op het op de markt brengen van een innovatief product, of ;

5° het is voornamelijk gericht op de digitale transformatie van productie of ;

6° het schept 50% meer arbeidsplaatsen dan de minima, vermeld in de §§ 1, 2° en 2, 2°, of ;

7° het leidt tot de oprichting van een nieuw bedrijf in het Waalse Gewest.

§ 4. Onder de sector van de verwerkende industrie, vermeld in de §§ 1 en 2, 3°, wordt verstaan de fysische of chemische verwerking van materialen, stoffen of onderdelen tot nieuwe afgewerkte producten of halffabricaten.

§ 5. De Minister kan de voorwaarden en criteria bepaald in paragrafen 1 tot 4 preciseren om de samenhang met het gewestelijk beleid van de Waalse Regering te verzekeren.

**Art. 4.** In artikel 3 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015, wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° de "bedrijfszetel" : de vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I, van het Wetboek van economisch recht;"

**Art. 5.** In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015, wordt punt 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"1°/1 03. van de NACE-BEL-code;"

**Art. 6.** In artikel 6, § 1, lid 6, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 2015, worden de woorden "Wallonië - 2020.EU" vervangen door de woorden "E.F.R.O. "Wallonie 2021-2027".

**Art. 7.** Artikel 10*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juli 2015 en 29 oktober 2015, wordt vervangen als volgt:

" Art. 10*bis*. § 1. In afwijking van de artikelen 8 en 9 wordt het bedrag van de investeringspremie bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1 en 3, toegekend aan de middelgrote onderneming bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 1 of 3, en die betrekking heeft op de aanvulling op programmering E.F.R.O. "Wallonie 2021-2027", overeenkomstig de interventieplafonds in de ontwikkelingsgebieden bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022, vastgesteld volgens de volgende percentages:

1° vijftien procent van het in aanmerking komende investeringsprogramma indien de middelgrote onderneming voldoet aan de criteria, vermeld in artikel 2*bis*, § 1;

2° indien de middelgrote onderneming voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 2*bis*, § 3, zijn de percentages als volgt :

a) dertig procent indien de middelgrote onderneming gevestigd is in een ontwikkelingsgebied bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse regering van 1 december 2022;

b) vijftientwintig procent indien de middelgrote onderneming gevestigd is in een ontwikkelingsgebied bedoeld in artikel 2, § 1, 1° tot 3°, en § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022;

b) twintig procent indien de middelgrote onderneming gevestigd is in een ontwikkelingsgebied bedoeld in artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse regering van 1 december 2022.

§ 2. In afwijking van de artikelen 8 en 9 wordt het bedrag van de investeringspremie bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 2 en 3, toegekend aan de kleine onderneming bedoeld in artikel 2*bis*, §§ 2 of 3, en die betrekking heeft op de aanvulling op programmering E.F.R.O. "Wallonie 2021-2027", overeenkomstig de interventieplafonds in de ontwikkelingsgebieden bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022, vastgesteld volgens de volgende percentages:

1° twintig procent van het in aanmerking komende investeringsprogramma indien de kleine onderneming voldoet aan de criteria, vermeld in artikel 2*bis*, § 2;

2° indien de kleine onderneming voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 2bis, § 3, zijn de percentages als volgt :

a) vijftig procent indien de kleine onderneming gevestigd is in een ontwikkelingsgebied bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse regering van 1 december 2022;

b) dertig procent indien de kleine onderneming gevestigd is in een ontwikkelingsgebied bedoeld in artikel 2, § 1, 1° tot 3°, en § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022;

c) vijftig procent indien de kleine onderneming gevestigd is in een ontwikkelingsgebied bedoeld in artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse regering van 1 december 2022.

§ 3. Het bedrag van de in de §§ 1 of 2 bedoelde investeringspremie is in alle gevallen beperkt tot 100 000 euro per gecreëerde arbeidsplaats.”.

**Art. 8.** In artikel 17bis, § 3, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, wordt het eerste lid opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 17ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juli 2015 en 29 oktober 2015, wordt vervangen als volgt:

“Art. 17ter. § 1. In het geval van een middelgrote onderneming waaraan een investeringspremie als bedoeld in artikel 2bis, § 1, is toegekend en waarvan het minimumaantal werknemers als bedoeld in artikel 2bis, § 1<sup>er</sup>, 2°, niet is bereikt, wordt een sanctie toegepast als volgt:

1° indien het aantal gecreëerde arbeidsplaatsen tussen vier en een half en minder dan zes bedraagt, wordt de investeringspremie met vijftig procent verminderd;

2° indien minder dan viereneenhalve arbeidsplaatsen worden gecreëerd, wordt de investeringspremie herzien en aangepast of terugbetaald.

§ 2. In het geval van een kleine onderneming waaraan een investeringspremie als bedoeld in artikel 2bis, § 2, is toegekend en waarvan het minimumaantal werknemers als bedoeld in artikel 2bis, § 2, 2°, niet is bereikt, wordt een sanctie toegepast als volgt:

1° indien het aantal gecreëerde arbeidsplaatsen tussen drie en minder dan vier bedraagt, wordt de investeringspremie met vijftig procent verminderd;

2° indien minder dan drie arbeidsplaatsen worden gecreëerd, wordt de investeringspremie herzien en aangepast of terugbetaald.

§ 3. In het geval van een middelgrote of kleine onderneming waaraan een investeringspremie als bedoeld in artikel 2bis, § 3, is toegekend op basis van het criterium vermeld in artikel 2bis, § 3, 6°, wordt een sanctie toegepast als de te scheppen bijkomende arbeidsplaats niet behouden blijft. De investeringspremie wordt in dat geval herzien op basis van artikel 10bis, § 1, 1°, of § 2, 1°, en aangepast of terugbetaald.

§ 4. Bij de sancties bedoeld in §§ 1 tot 3 wordt in elk geval rekening gehouden met de limiet van 100.000 euro per gecreëerde arbeidsplaats.

§ 5. Als een van de doelstellingen van het oorspronkelijk ingediende investeringsprogramma bedoeld in artikel 2bis, §§ 1 of 2, 4°, of in § 3, 1° tot 5°, afwijkt van de oorspronkelijke doelstelling of niet wordt bereikt, kan de investeringspremie door de Minister worden herzien en worden aangepast of terugbetaald.”.

**Art. 10.** Dit besluit is van toepassing op de aanvraag voor de in artikel 11, eerste en tweede lid, bedoelde investeringspremie, die vanaf 1 januari 2022 wordt ingediend.

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2022.

**Art. 12.** De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 april 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/30801]

Conseil d'État. — Nomination d'un Premier auditeur

Par arrêté royal du 28 février 2023, madame Muriel VANDERHELST est nommée Premier auditeur au Conseil d'Etat.

Le 22 mars 2023, madame Muriel VANDERHELST a prêté le serment prescrit entre les mains de l'auditeur général adjoint au Conseil d'Etat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/30801]

Raad van State. — Benoeming tot eerste auditeur

Bij koninklijk besluit van 28 februari 2023 wordt mevrouw Muriel VANDERHELST tot eerste auditeur bij de Raad van State benoemd.

Op 22 maart 2023 heeft mevrouw Muriel VANDERHELST de voorgeschreven eed afgelegd in handen van de auditeur-generaal-adjunct bij de Raad van State.